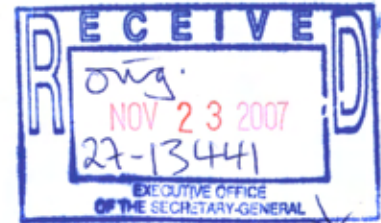


République Française



*Le Ministre des Affaires Etrangères
et Européennes*

9 NOV 2007 0-16829 CM

*Lucas
Gambou*

Monsieur le Secrétaire général,

L'engagement de la communauté internationale en vue d'une résolution pacifique et démocratique de la crise birmane a franchi, le 11 octobre 2007, une étape décisive avec l'adoption par le Conseil de sécurité d'une déclaration présidentielle, premier texte formel adopté par cette enceinte sur cette question.

Je tiens à rendre hommage à votre engagement personnel et à votre détermination qui ont rendu possible cette mobilisation de la communauté internationale, réunie autour des objectifs de dialogue inclusif, de réconciliation nationale, de respect des droits de l'Homme, de transition vers la démocratie, et unanime pour soutenir vos efforts et ceux de M. Gambari afin d'initier ce processus. Le retour au statu quo ante en Birmanie n'est pas acceptable.

Nous devons réfléchir aujourd'hui aux meilleurs moyens d'entretenir cette dynamique et de renforcer notre appui à la mission conduite par M. Gambari sous votre égide. J'ai pu, lors de mes entretiens en Asie la semaine dernière, évoquer avec mes interlocuteurs un certain nombre de propositions. Je vous les sou mets et serais heureux de bénéficier de vos réactions.

Tout d'abord, j'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la réflexion initiée par M. Gambari sur la création d'un « groupe de contact » sur la Birmanie. Sur cette base, je suis favorable à la constitution d'un groupe informel « d'amis », d'Etats qui appuient la mission de l'envoyé spécial. Ce groupe pourrait réunir autour de votre envoyé spécial, par exemple, les membres permanents du Conseil de sécurité, l'Inde, le Japon, l'ASEAN et l'Union européenne. Il aurait pour mission de manifester le soutien de la communauté internationale à M. Gambari et notamment, dans un premier temps, aux propositions concrètes faites par votre Envoyé spécial pour initier le dialogue. Il assurerait aussi sur la durée le suivi par la communauté internationale du processus de réconciliation nationale que nous attendons en Birmanie.

Ensuite, un renforcement des moyens mis à la disposition de l'Envoyé spécial doit également être envisagé notamment par la création à Rangoun d'un bureau de liaison chargé du suivi de la mission de M. Gambari, qui lui permettrait d'entretenir des contacts réguliers avec les différentes parties entre chacune de ses visites. Cette présence pourrait prendre appui sur le Bureau des Nations unies en Birmanie au travail duquel la France rend hommage. Il est d'ailleurs utile que M. Gambari maintienne, comme il l'a fait jusqu'à présent, un dialogue régulier avec les pays de la région.

NOV 23 2007

Enfin, comme vous le savez, la France s'est mobilisée en faveur du renforcement des sanctions de l'Union européenne à l'égard de la Birmanie. Ces sanctions ciblées permettent d'envoyer un message ferme aux dirigeants birman sans porter atteinte à la population.

Je suis également convaincu que la communauté internationale doit être prête à réagir positivement si un dialogue politique réel s'engage en Birmanie. Nos partenaires en Asie insistent, avec raison, sur ce point. Pour la France, le critère essentiel doit être le début de négociations authentiques entre les militaires et l'opposition dès lors que celle-ci serait libre de ses mouvements et de sa parole.

L'Union européenne a montré l'exemple en marquant sa disponibilité à réviser, voire à lever son dispositif de sanctions en cas d'avancées réelles. Une autre piste pourrait être la création d'un fonds fiduciaire (« trust fund »), dont la gestion serait confiée aux Nations Unies, pour la réalisation de projets humanitaires et de développement.

Cette idée de mesures positives doit être articulée avec la réflexion engagée par votre envoyé spécial sur la mise en place d'une « Commission de réduction de la pauvreté » et d'autres de nos partenaires, notamment le Royaume-Uni.

Pour conclure, je tiens à vous redire l'importance que nous attachons à la mission de M. Pinheiro, rapporteur spécial pour les droits de l'Homme en Birmanie. Je me félicite d'ailleurs de l'action déterminée du Conseil des Droits de l'Homme qui a adopté le 2 octobre au consensus une résolution forte, et de la prochaine visite de M. Pinheiro en Birmanie. Je suis conscient des efforts que vous avez déployés pour obtenir l'accord des autorités birmanes à ce déplacement essentiel.

Il me semble d'ailleurs très important que MM. Gambari, Pinheiro et Fassino, qui vient d'être nommé envoyé spécial de l'Union européenne pour la Birmanie, se réunissent au plus vite pour coordonner leurs efforts.

Je me tiens à votre entière disposition pour discuter avec vous de ces différentes propositions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.



Bernard KOUCHNER

*Mission Permanente de la France
auprès des Nations Unies
L'Ambassadeur Représentant Permanent*

*One Dag Hammarskjöld Plaza
245 East 47th Street, 44th Floor
New York, N.Y. 10017*

JMR/fl/N° 537



New York, 21 novembre 2007

Monsieur le Chef de Cabinet,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour remise à son Haut Destinataire, un courrier de Monsieur Bernard KOUCHNER, Ministre français des affaires étrangères et européenne adressé à Son Exc. M. Ban Ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Cabinet, l'expression de ma haute considération.

Jean Maurice RIPERT

Mr. Vijay NAMBIAR
Chef de Cabinet
Office of the Secretary General
Office S-3840 A
United Nations Headquarters
New York, NY 10017